



## Résolution des élus en CCE du 20 septembre 2017

Les élus du CCE de Naval Group dénoncent la volonté de la Direction et de l'Etat de s'en prendre à l'unicité de Naval Group en envisageant notamment la fusion de l'activité Bâtiments de Surface de notre entreprise avec celle des entreprises STX et FINCANTIERI, mais aussi celle de l'activité Torpilles avec LEO-NARDO.

Ces décisions si elles devaient être mise en œuvre, seraient une remise en cause de la souveraineté de la France.

Les armes n'étant pas des marchandises comme les autres, les élus s'étonnent à ce titre, que cette orientation stratégique ne fasse pas l'objet d'un débat au parlement.

Il en va de l'intérêt stratégique de la France, cette question ne peut être réservée qu'aux seuls gouvernement et industriels concernés.

Par ailleurs, les élus dénoncent cette stratégie d'alliance capitalistique envisagée par Naval Group et l'état, qui consisterait en un dépeçage de notre entreprise activité par activité et sa vente appartement par appartement.

En effet, si le 27 septembre jour du sommet franco-italien ce sont les Bâtiments de Surface et donc l'établissement de Lorient qui pourraient être visés par une alliance capitalistique avec FINCANTIERI, demain avec la même logique, c'est bien le MCO qui sera concerné.

De plus, au vu des informations dont nous disposons, la suite envisagée est bien la création d'une future alliance capitalistique avec TKMS, cette fois-ci pour la construction de sous-marins.

Au-delà de la casse industrielle engendrée par cette stratégie, la casse sociale qui en découlerait serait un désastre pour nos bassins d'emplois respectifs. En effet l'effet dévastateur de cette casse toucherait certes la production, mais aussi l'Ingénierie et l'ensemble du corps social de notre entreprise.

Tous les jours, nous sommes en effet témoins lors des fameuses « fusions acquisitions » de suppressions d'emplois et des licenciements qui vont avec.

Pour toutes ces raisons, les élus, dénoncent et s'opposent à cette stratégie mortifère pour nos établissements et pour nos emplois.

Nous demandons par ailleurs, la tenue d'une réunion rassemblant les organisations syndicales représentatives, les représentants de l'état et ceux de l'entreprise.

### Résultat du vote :

6 CFTD : NE PARTICIPE PAS  
3 UNSA : ABSTENTION  
4 CGT POUR  
2 CGC POUR

La résolution est adoptée à la majorité.



## Fédération Nationale des Travailleurs de l'État

263 rue de Paris - Case 541

93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01

Mail : [trav-etat@cgt.fr](mailto:trav-etat@cgt.fr)